

ÉPREUVE D'ANALYSE DE SITUATION PROFESSIONNELLE
HISTOIRE

<p style="text-align: center;">Sujet : Enseigner « La Révolution française : l'affirmation d'un nouvel univers politique » en classe de Seconde</p>

I. Éléments de présentation de la situation professionnelle

- **Document A :** Extraits du programme de la classe de Seconde, B.O. spécial n°4 du 29 avril 2010, et de la fiche Eduscol.
- **Document B :** Manuel d'histoire, classe de seconde, Marielle Chevallier et Xavier Lapray (dir.), Paris, Hatier, 2014, p. 264-265.
- **Document C :** Manuel d'histoire, classe de seconde, Sébastien Cote (dir.), Paris, Nathan, 2014, p. 254-255.

II. Éléments d'analyse scientifique et civique de la situation professionnelle

- **Document D :** Sophie Wahnich, *Les émotions, la Révolution française et le présent. Exercices pratiques de conscience historique*, Paris, CNRS Éditions, 2009, p. 37-45.
- **Document E :** Sébastien Ledoux, « Fin du mois ou fin du monde : une défiance de temporalités ? », *Libération*, 3 décembre 2018.

Extraits du programme

Thème 5. Révolutions, libertés, nations, à l'aube de l'époque contemporaine

Questions obligatoires	Mise en œuvre
La Révolution française : l'affirmation d'un nouvel univers politique	La question traite de la montée des idées de liberté avant la Révolution française, de son déclenchement et des expériences politiques qui l'ont marquées jusqu'au début de l'Empire. On met l'accent sur quelques journées révolutionnaires significatives, le rôle d'acteurs, individuels et collectifs, les bouleversements politiques, économiques, sociaux et religieux essentiels.

Extraits de la fiche Eduscol

Un deuxième axe doit porter sur la dynamique révolutionnaire entre 1789 et 1804 pour comprendre les grands enjeux politiques de la période. Il ne s'agit pas de faire un simple récit chronologique des événements mais de dégager la logique politique de ce processus tout en insistant sur sa complexité. Ponctué par de grandes journées révolutionnaires, il mêle à la fois la défense de grandes idées et le rôle des circonstances. Nullement inéluctable, il se construit par l'action d'acteurs divers, grands personnages, institutions, sociétés et clubs, groupes sociaux.

Il paraît enfin indispensable de s'interroger sur la profondeur de la rupture révolutionnaire aussi bien dans le domaine politique que social, économique et culturel. [...]

La dynamique révolutionnaire et les grands enjeux politiques de la période peuvent être étudiés à partir de l'analyse de grandes journées de la Révolution pour mettre en lumière le rôle des idées et des circonstances, l'action de différents acteurs, individuels (roi, grand révolutionnaire) ou collectifs (assemblée, sections parisiennes, clubs, fédérés, armée, femmes...) qui convergent pour provoquer l'événement. C'est aussi l'occasion de s'interroger sur la place de la violence dans le processus révolutionnaire, sur sa nouveauté ou, au contraire, sur sa continuité avec les formes du XVIII^e siècle.

L'analyse de ces événements doit amener à les comparer pour souligner les évolutions caractéristiques de la décennie révolutionnaire : la radicalisation, à partir de 1791, la réaction et la question de l'arrêt du processus révolutionnaire après la chute de Robespierre.

Sur les changements introduits par la Révolution, il s'agit de faire sentir aux élèves l'importance des bouleversements opérés mais aussi leurs limites.

Document D : Sophie Wahnich, *Les émotions, la Révolution française et le présent. Exercices pratiques de conscience historique*, Paris, CNRS Éditions, 2009, p. 37-45.

Tenter de comprendre comment émergent et agissent des hommes libres dans l'histoire peut demeurer une tâche grisante. Si la Révolution française n'annonce pas le temps présent, elle devient un formidable laboratoire d'analyse de configurations politiques où cette insistance d'un sujet de liberté affleure dans l'archive et mérite une attention renouvelée. Cela vaut encore la peine de savoir à quoi les révolutionnaires rêvaient, à quoi ils s'opposaient, comment ils agissaient, comment ils s'enthousiasmaient et se décourageaient. Enfin si les causalités ordinaires en ont pris un coup, les liens entre différents présents de l'histoire relèvent maintenant des compétences de l'historien. [...]

On pourrait ainsi opposer une conception de l'histoire régulationniste et généalogique à une conception séquentielle et archéologique de l'histoire. La première affirmerait qu'il y a toujours une homéostasie du social dans le temps, et qu'il est toujours possible de faire la genèse des phénomènes observables, c'est-à-dire produire le système plus ou moins linéaire de causalités qui a conduit à ce phénomène observable. La seconde mettrait plutôt l'accent sur les conflits et les crises comme moteurs du mouvement historique, crises hétérogènes les unes aux autres et à ce titre, d'une manière rare et erratique « événements » au sens fort : ce qui vient rompre le champ d'expérience et trouer l'horizon d'attente des hommes qui le vivent. [...]

Sur des moments historiques clés comme celui de la Révolution française, ces conceptions produisent des effets d'interprétation radicalement opposés. D'un côté le dérapage, de l'autre l'événement. D'un côté une périodisation longue en termes de genèse du monde contemporain, de 1789 à 1889, de l'autre une séquentialité aux angles vifs, séquentialité encadrée par des événements qui reconfigurent effectivement le mouvement révolutionnaire. [...]

La théorie implicite qui sous-tend le plus fréquemment le travail des historiens est la conception continuiste, même s'ils souhaitent mettre en valeur les moments de crise, les processus singuliers. Elle est peut-être irréductible au questionnaire de base de celui qui prétend décrire ce qui change. Pour répondre à la question, « qu'est-ce qui a changé ? », peut-être faut-il aussi répondre à la question « qu'est-ce qui n'a pas changé ? ». Lorsqu'on pourrait affirmer que tout a changé alors on serait face à une révolution. Mais ce concept même de révolution peut être soumis à différentes conceptions des rapports de temporalité. Tout peut changer dans la brutalité du temps court ou s'élaborer dans l'irréversibilité d'une transformation lente mais inexorable. Il faut alors introduire la question de la perception du temps social qui conduit à nommer, à expérimenter une révolution ou à vivre comme un mouvement ordinaire, banal. Après Fernand Braudel, qui a eu le mérite de pluraliser les temps de l'histoire tout en marginalisant l'événement, les historiens de la réception, de l'opinion publique et de la mémoire sont ceux qui ont été le plus sensible à ce temps perçu. Ils ont mis en évidence des rapports de temporalité qui produisent un mode de présence au réel pour des acteurs donnés [...]. Or ces différentes perceptions du temps interagissent en permanence et lorsqu'on tente d'étudier un devenir collectif, c'est à un feuilletage du temps que l'on est confronté.

Document E : Sébastien Ledoux, « Fin du mois ou fin du monde : une défiance de temporalités ? », *Libération*, 3 décembre 2018.

L'opposition entre les préoccupations sociales portées par les gilets jaunes pour les fins de mois difficiles et celles de fin du monde liée à la catastrophe climatique qui a ainsi été formalisée par un membre du mouvement, reprise ensuite par différents acteurs politiques dont le président de la République Emmanuel Macron, signale un conflit de temporalités qui peut être plus largement interprété comme l'expression d'un antagonisme possible entre une société mobilisée autour des politiques de prévention des catastrophes et une société tournée vers l'émancipation et la participation civique. Deux rapports au temps et au politique qui se cristallisent aujourd'hui dans le mouvement des gilets jaunes.

On pourrait considérer que le risque des catastrophes a remplacé aujourd'hui le châtiment divin dans l'usage des catégories temporelles orientées par le pouvoir politique vers le contrôle des populations. Il est encore et toujours question de croyance, bien évidemment : croyance en l'enfer à éviter, qu'il soit céleste ou ici terrestre. Dans des sociétés laïcisées, le politique a ainsi trouvé de nouveaux mots d'ordre particulièrement mobilisateurs autour de la prévention des catastrophes : catastrophes humaines au sortir d'un XX^e siècle ponctué de crimes de masse inédits avec l'instauration de politiques de prévention de ces crimes destinés à en éviter la répétition. [...]

La taxation au nom de la prévention de la catastrophe climatique qui a généré le mouvement des gilets jaunes relève ainsi d'un usage à la fois traditionnel du pouvoir – politique fiscal – mêlant de nouveaux enjeux avec l'écologie, et une approche normative du futur autour de la prévention des risques. Le mouvement des gilets jaunes vient exprimer subitement le refus de cette approche préventive devenue une norme des politiques publiques dans différents domaines. Il ne saurait être question de mettre en cause la nécessité d'une transition écologique pour les générations futures qui commande des actions fortes, multiples et sans délai. Il s'agit de porter l'attention sur la disqualification de luttes sociales réclamant pour maintenant de meilleures conditions de vie au nom d'un discours qui se légitime à travers l'anticipation raisonnée des événements à risque. Le régime d'anticipation des événements à risque dans lequel nous vivons apparaît en cela comme une nouvelle donne « bienveillante » de l'État en lieu et place de sa fonction sociale redistributrice pour avant tout sécuriser à court, moyen et long terme les populations. Ce régime laisse peu de place et de légitimité à d'autres considérations et prises de parole comme celles des gilets jaunes qui sont immédiatement interprétées comme un défaut de compréhension de la situation présente et comme une preuve de l'irresponsabilité des masses face aux risques encourus dans un proche avenir, risques qui seraient eux bien compris et anticipés par les élites éclairées.

On a beaucoup parlé des questions de mobilité spatiale, d'étalement urbain ou de disparités et fractures territoriales pour comprendre ce qui survient depuis plusieurs semaines. Le mouvement des gilets jaunes vient aussi défier cet ordonnancement des temporalités institué par le pouvoir politique en ouvrant une prise de parole citoyenne sur un « ici et maintenant ».